

40e journée internationale des droits des femmes - Conseil des ministres

(Paris, 08 mars 2017)

La ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes a présenté une communication relative à la lutte contre le sexisme.

La 40e journée internationale des droits des femmes est l'occasion de souligner l'engagement déterminé du gouvernement depuis 2012 à mettre l'égalité réelle entre les femmes et hommes au coeur de notre projet de société.

Le gouvernement a déployé des moyens importants en doublant le budget alloué aux droits des femmes sur toute la durée du quinquennat, en initiant une mobilisation institutionnelle avec la nomination d'un.e haut.e fonctionnaire à l'égalité dans chaque ministère, et en imposant la prise en compte systématique de l'égalité femmes-hommes dans les études d'impact des projets de lois.

Ce quinquennat restera marqué par l'adoption de lois qui sont autant d'avancées nouvelles pour les droits des femmes. Parmi elles, la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, la loi n°2016-444 du 13 avril 2016 visant à lutter contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées ou encore la loi n°2013 403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral qui a imposé la parité au sein des conseils départementaux.

La diffusion d'une culture de l'égalité portée par toutes et tous s'avère également indispensable. L'État y a contribué au travers d'actions exemplaires, menées dans le cadre des conférences de l'égalité, telles que le respect des obligations en matière de primo-nominations de femmes pour les postes de la haute fonction publique ou encore l'engagement de tous les ministères pour l'obtention du label Égalite en 2017.

Des plans importants, associant les pouvoirs publics et l'ensemble des actrices et acteurs concerné.e.s, ont également été lancés, à l'image de la plateforme pour la mixité des métiers, du premier plan interministériel en faveur de l'égalité professionnelle et du 5ème plan de lutte contre les violences faites aux femmes.

Le plan d'actions et de mobilisation contre le sexisme, initié le 8 septembre dernier, est venu renforcer l'action publique. Il a permis d'engager une véritable prise de conscience de l'existence et de l'ampleur du sexisme dans la société, grâce à l'engagement de citoyennes et de citoyens, d'associations, d'entreprises et de collectivités territoriales.

Cette détermination a produit des résultats concrets dans la vie des Françaises et des Français. Les femmes victimes de violences sont aujourd'hui mieux prises en charge et mieux protégées. Le 39 19, dispositif d'écoute, accueille chaque année 50.000 femmes victimes de violences, un chiffre en constante augmentation, 1.550 places d'hébergement d'urgence ont été créées, plus de 300.000 professionnel.le.s ont été formé.e.s, et le téléphone grave danger a été généralisé.

Les familles monoparentales, composées à 85% de femmes, sont mieux protégées contre les violences économiques et l'isolement grâce à la création de la garantie contre les impayés de pensions alimentaires (GIPA), de l'Agence de recouvrement des impayés de pensions alimentaires (ARIPA) et du réseau d'entraide «Parents solos et cie».

Le droit des femmes à disposer librement de leur corps a également été assuré grâce au remboursement à 100% de l'interruption volontaire de grossesse (IVG) et de tous les actes associés, à la suppression de la notion de détresse et du délai de réflexion et grâce à la diffusion d'une information fiable et objective sur le premier site officiel www.ivg.gouv.fr et via un numéro d'écoute et d'orientation.

Sur le marché du travail, le taux d'emploi des femmes a augmenté. Entre 2012 et 2015, le nombre de femmes entrepreneures a plus que doublé. Et aujourd'hui, près de 40% des entreprises de plus de 50 salariés ont signé un accord sur l'égalité professionnelle. L'agissement sexiste est reconnu : les employeurs doivent prévoir des mesures de prévention pour en protéger les salarié.e.s.

L'articulation des temps de vie a également été favorisée grâce à la réforme du congé parental qui incite à une meilleure répartition entre les deux parents, et l'ouverture de 70.000 nouvelles places de crèches entre 2012 et 2015.

Cette 40e journée internationale des droits des femmes est également l'occasion de souligner tous les combats qui devront continuer d'être menés par les féministes.

À l'échelle internationale, la France engagera une initiative forte avec la signature du Serment de Paris par des personnalités issues de tous les continents. Placé sous le haut patronage du président de la République, cet événement réaffirmera la nécessité de défendre les droits des femmes dans un contexte de montée des conservatismes et des extrémismes et de résurgence des discours sexistes décomplexés, y compris dans les démocraties occidentales.

À l'échelle nationale et locale, la société civile poursuivra la mobilisation contre le sexisme lancée le 8 septembre dernier par le gouvernement. Forte de la dynamique créée et de l'ensemble des initiatives et des solutions révélées sur tout le territoire, la société civile constituera une force de propositions et une vigie contre les régressions./.